



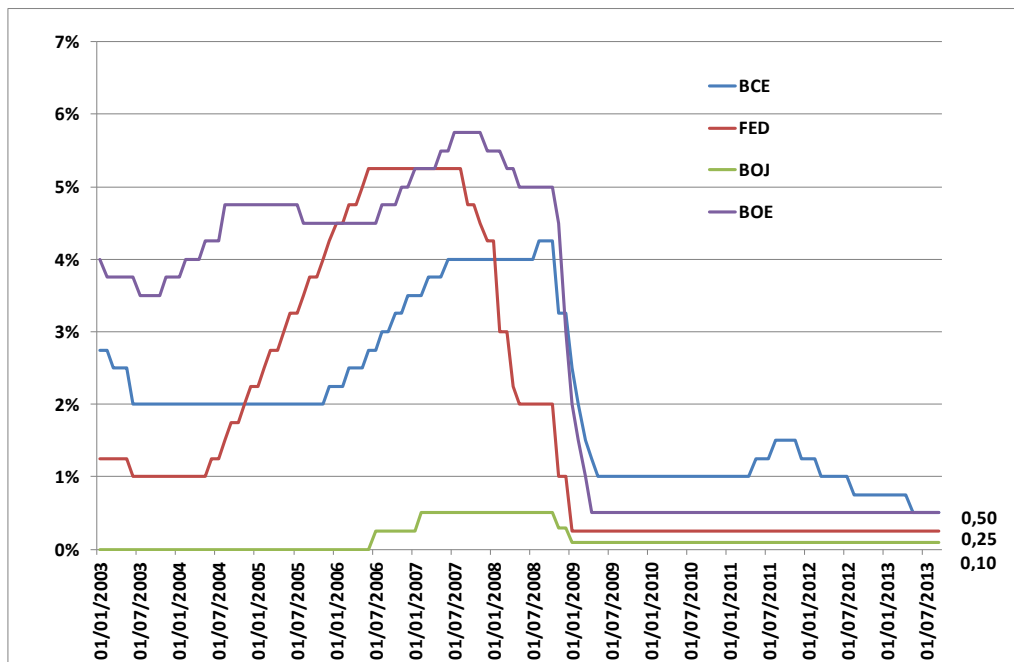
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient ses taux directeurs inchangés et confirme leurs niveaux actuels, ou plus bas, sur une période prolongée

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en août confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique en partant de bas niveaux. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi au mois de juillet en France métropolitaine

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à 3 285 700 à fin juillet 2013. Ce nombre est en hausse par rapport à fin juin 2013 (+0,2 %, soit +6 300). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 10 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,1% en juillet 2013, stable par rapport à juin. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11 %, stable également par rapport au taux relevé en juin. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à juillet 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,5 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,654 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juillet 2013 dans l'UE28, dont 19,231 millions dans la zone euro. Par rapport à juin 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 33 000 dans l'UE28 et de 15 000 dans la zone euro. Comparé à juillet 2012, le chômage s'est accru de 995 000 personnes dans l'UE28 et de 1,008 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,3 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (27,6 % en mai 2013) et en Espagne (26,3 %).

Inflation

Baisse des prix à la consommation en juillet en France métropolitaine

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,3 % en juillet 2013, après une hausse de 0,2 % en juin. Par contre l'inflation augmente légèrement en glissement annuel, le taux de croissance annuel de l'IPC passe de 0,9 % en juin 2013 à 1,1 % en juillet 2013. Le repli de l'IPC trouve son explication dans la baisse des prix des produits manufacturés en raison des soldes d'été et du recul, saisonnier, des prix des produits alimentaires. Ces baisses sont en partie compensées par la hausse saisonnière, des prix des services durant la période estivale, par le rebond des prix de l'énergie (+0,3 % en juillet), et par la hausse au 15 juillet des prix des tabacs (+1,8 % sur le mois).

Légère baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro était estimé à 1,3 % en août 2013, en baisse par rapport au mois de juillet, où il était de 1,6 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. Comme en juillet, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en août (+3,3 % contre +3,5 % en juillet), suivis des services (+1,5 % contre +1,4 % en juillet), des biens industriels hors énergie (+0,3 % contre +0,4 % en juillet) et de l'énergie (-0,4 % contre +1,6 % en juillet).

Asie/Pacifique

Japon : La BoJ évoque une reprise économique et poursuit sa politique d'assouplissement monétaire

Lors de sa réunion du 5 septembre, le Conseil de Politique monétaire a estimé que « l'économie du Japon se reprend de façon modérée » et a maintenu sa politique d'assouplissement monétaire massif. La BoJ a notamment conservé intact son objectif d'élever son stock d'obligations d'État de 50.000 milliards de yens par an (385 milliards d'euros), afin de parvenir à une inflation annuelle de 2 % à l'horizon de 2015.

Chine : Reprise dans l'industrie et croissance du secteur des services

Poussé par la demande interne, l'industrie repart. Selon l'enquête mensuelle Markit-HSBC, le secteur manufacturier a rebondi en août après trois mois de contraction. L'indice PMI du secteur est remonté à 50,1 contre 47,7 en juillet. Le secteur des services a lui connu en août sa plus forte croissance depuis mars. Toujours selon Markit/HSBC, l'indice PMI a atteint 52,8 contre 51,3 en juillet.

Actualité législative

Ordonnance n°2013-760 du 22 août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n°2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement. Cette loi habilite BPI-Groupe à réaliser ses missions dans les COM du Pacifique. Les modalités, l'organisation et la mise en œuvre seront fixés par convention entre les parties.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027886816&categorieLien=id>

Ordonnance n°2013-792 du 30 août 2013 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna des dispositions du titre Ier de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Cette ordonnance étend la loi n°2013-100 qui transpose la directive « monnaie électronique » et procède à l'extension, aux collectivités du Pacifique, de la définition de la monnaie électronique et des règles générales, notamment, qui s'y appliquent. Ce statut, dorénavant distinct de celui des établissements de crédit, se caractérise par un allègement des contraintes prudentielles (capital minimum et exigence de fonds propres), ainsi que par le maintien d'un haut niveau de sécurité pour la clientèle et de règles strictes en matière de lutte contre le blanchiment. L'ordonnance précise également les missions de l'IEOM en matière de surveillance de la sécurité de moyens de paiement pour les émetteurs de monnaie électronique et les établissements de paiement.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027914280>

2 – Actualité régionale

L'économie fidjienne bien orientée selon des experts du FMI

La Banque de Réserve fidjienne, a revu à la hausse le PIB de l'archipel de 2,7 % à 3,2 % pour l'année 2013. Selon les experts du Fonds monétaire international (FMI) Fidji affiche des indicateurs économiques performants. La croissance de l'économie locale repose notamment sur les secteurs du commerce de gros et de détail, le tourisme mais aussi l'agriculture. Les mesures économiques adoptées par l'archipel relatives à l'abaissement des taxes sur les produits de grande consommation et au relèvement du plancher d'imposition des revenus des ménages ont permis la relance de la demande intérieure. Le FMI conclut que l'effort de réforme entrepris doit être « poursuivi, accéléré et approfondi » et souligne la nécessité de la mise en œuvre de mesures destinées à réduire le chômage qui s'élève à 8,6 % de la population active.

Les îles Marshall accueille le 44^e Forum des îles du Pacifique

Le Forum des îles du Pacifique, créé en 1971, regroupe 16 États indépendants et territoires associés d'Océanie. Pour sa 44^e édition, le Forum se déroule du 3 au 6 septembre à Majuro (îles Marshall). À cette occasion, l'archipel entend proposer la signature d'une déclaration en vue de réduire l'empreinte carbone de l'homme sur l'environnement. Fin septembre, cette déclaration sera présentée aux Nations unies en vue de la tenue du sommet sur le climat en 2014. L'objectif de ce forum est d'accélérer la transition des pays membres vers la consommation d'énergies propres et le développement d'infrastructures écologiques.

En vue d'obtenir l'appui de l'Australie auprès d'interlocuteurs extérieurs, Monsieur Tony de BRUM, Vice-Président des îles Marshall, s'est rendu sur place afin d'alerter les dirigeants australiens sur la situation écologique et environnementale des petites îles du Pacifique. En effet, selon les prévisions de la Banque mondiale, le réchauffement climatique de quatre degrés avant la fin du siècle pourrait se traduire par une montée des eaux de deux mètres. L'archipel serait alors entièrement submergé et rayé de la carte si cette situation ne s'améliore pas.

Le Vanuatu s'offre un aéroport international

Le gouvernement du Vanuatu a signé un accord avec une entreprise de Singapour pour la construction d'un nouvel aéroport et la rénovation de ses installations aéroportuaires sur l'île principale d'Étafé. Le projet, dont le montant s'élève à 31 milliards de F CFP, soit près de deux fois le budget national, devrait être livré en 2016. Ces travaux d'envergure seront financés par un groupe d'investisseurs sous le nom de « Vanuatu Trade Development Private Limited ». L'investissement sera le plus important jamais entrepris au Vanuatu ; il permettra à l'archipel d'assurer des dessertes régionales indépendamment de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Calédonie ou des îles Fidji.

3 – Brèves locales

Les premières tendances du recensement de la population

Selon les premiers chiffres communiqués par le Service de la statistique et des études économiques (STSEE), la population wallisienne et futunienne serait de 12 206 personnes en juillet 2013. La baisse de la population par rapport au dernier recensement de 2008 serait par conséquent légèrement moins forte en rythme annuel que celle observée entre 2003 et 2008. L'enquête révèle que le nombre de logements habités par des occupants permanents est également en diminution ; les jeunes continuent de partir après l'obtention du baccalauréat soit en France, soit dans une autre région ultramarine, le plus souvent en Nouvelle-Calédonie. Le recensement a été réalisé par 33 agents sur Wallis et 16 sur l'île de Futuna. Pendant un mois, ces jeunes, le plus souvent récemment diplômés du Baccalauréat, ont sondé l'ensemble des ménages présents sur le Territoire. Les résultats définitifs du recensement sont attendus pour décembre prochain.

Inauguration de la salle omnisport de Kafika

La salle omnisport de Kafika a été inaugurée le 17 août dernier, deux semaines avant l'ouverture des Mini-Jeux du Pacifique. La cérémonie s'est tenue en présence de Monsieur Michel AUBOUIN, Préfet et Administrateur supérieur, de Madame Nivaleta ILOAI, Présidente de l'Assemblée Territoriale, de Monseigneur Ghislain de Rasilly, Évêque du Diocèse de Wallis-et-Futuna, des représentants coutumiers et politiques, d'anciens athlètes professionnels et de l'ensemble du monde sportif. Au total, pas moins de 150 personnes ont découvert ce nouvel équipement sportif où se dérouleront une partie des épreuves des Mini-Jeux. Huit entreprises ont participé à la réalisation de ce projet d'un montant total de 535 millions de F CFP. Les travaux ont duré deux ans, pénalisés par des conditions climatiques parfois difficiles et des retards de livraison dans l'approvisionnement des matériaux de construction.

Visite du ministre des Outre-mer, Monsieur Victorin Lurel

Après une première visite à Wallis-et-Futuna en décembre dernier suite au passage du cyclone Evan, le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, était à nouveau présent sur le Territoire afin de constater l'avancement des travaux de réparations ou de reconstructions d'habitations, de bâtiments d'utilité publique, d'écoles ou de commerces endommagés. Il a visité le village de Mata'Utu, sensiblement touché par le cyclone. Au cours de son séjour, il a rencontré les élus, l'administration ainsi que des représentants du monde économique et a échangé sur de nombreux sujets dont la lutte contre la vie chère, les difficultés d'accès au crédit, la problématique du développement sur le Territoire. Le Ministre a officiellement ouvert, le 2 septembre, les IX^e Mini-Jeux du Pacifique.

Première distribution de l'aide alimentaire par la Croix-Rouge française

Les ménages lésés suite aux dégâts engendrés par le cyclone Evan ont bénéficié, à compter du 22 août, d'une première distribution de denrées alimentaires (riz et farine) par la Croix-Rouge française sur demande de la l'Administration supérieure de Wallis-et-Futuna, dans le cadre d'une convention signée entre les deux parties. Cette distribution s'est poursuivie jusqu'au 27 août à Mata'Utu. L'association s'est rendue au domicile des personnes ne pouvant pas se déplacer. Une nouvelle distribution aux 586 familles bénéficiaires est prévue après les Mini-Jeux du Pacifique. La Croix-Rouge française compte actuellement une salariée et 25 volontaires et souhaite s'implanter durablement à Wallis ; un nouveau bureau a été élu le 30 juillet dernier.

Publications

L'IEOM vient de publier les tendances conjoncturelles 2013 ainsi que les évolutions bancaires et monétaires au 30 juin 2013. Ceux-ci sont téléchargeables sur notre site internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne106_tendances_tendances_conjoncturelles_2t2013_wallis.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolutions_monetaires_2t2013_wallis-et-futuna.pdf

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2T 13	115,33	-	2,2%
SMIG mensuel en XPF		sept-13	89 149	-	3,5%
Nombre d'emplois salariés		mars-13	2 094	-	4,1%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	août-13	653	17,2%	31,7%
	cumulées	août-13	4 347	-	13,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	août-13	96	-2,1%	-11,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	août-13	828	-	11,3%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	août-13	289	-	-3,5%

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
SECTEURS D'ACTIVITÉ					
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-13	1 641	4,7%	9,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	565	-8,2%	-6,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	140	-8,9%	-7,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-13	nc	-	-
	cumulé	août-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-13	nc	-	-
	cumulé	août-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	août-13	7	133,3%	250,0%
	cumulées	août-13	37	-	60,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	août-13	30	87,5%	328,6%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile
nc : non communiqué

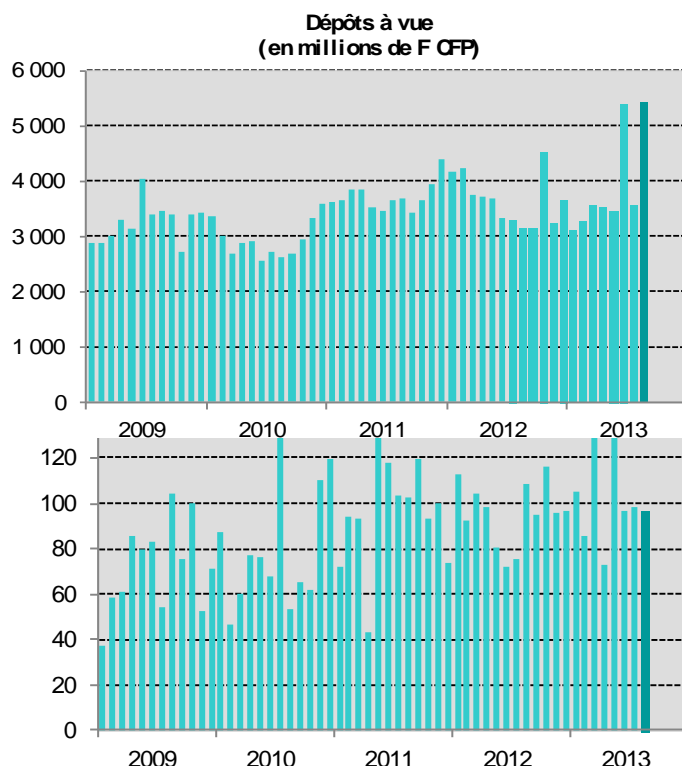
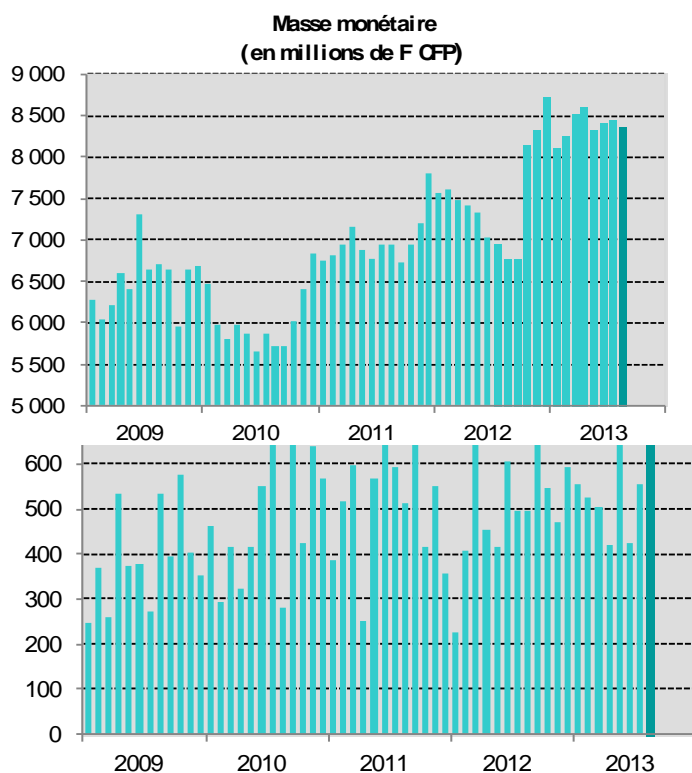
4 - Les indicateurs de référence

5 - Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Légère contraction de la masse monétaire et net progression des dépôts à vue en rythme mensuel

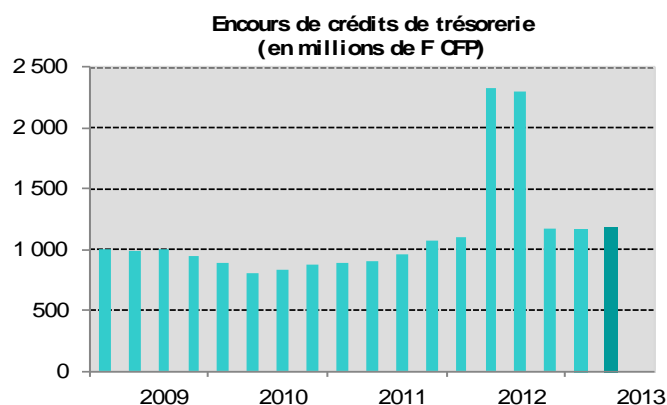
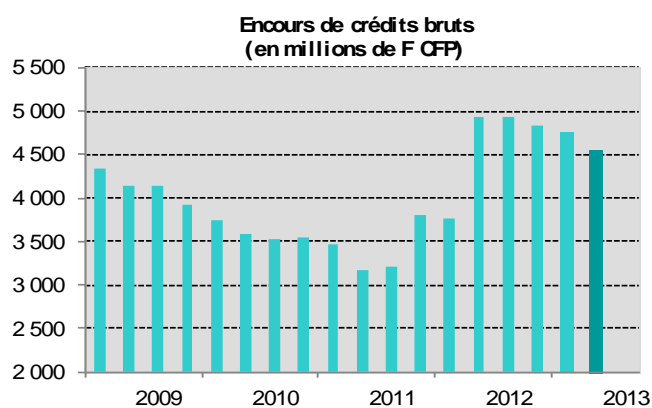
en millions de F CFP	août-12	juil-13	août-13	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 158	2 120	2 136	0,8%	-1,0%
Dépôts à vue	3 129	3 551	5 446	53,4%	74,0%
Total M1	5 288	5 671	7 582	33,7%	43,4%
M2-M1	492	465	462	-0,7%	-6,3%
Total M3	6 764	8 448	8 355	-1,1%	23,5%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits

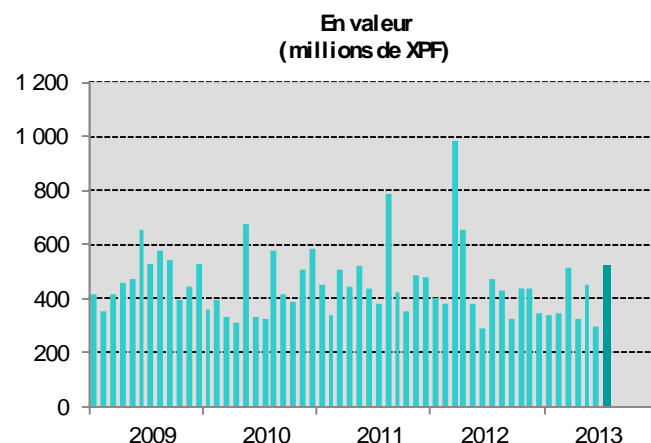
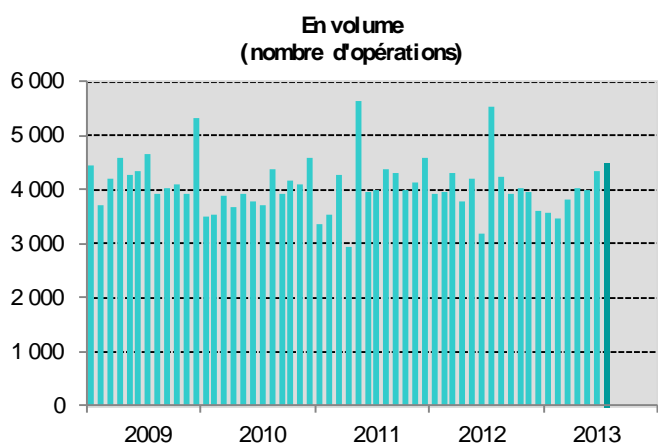
en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	▲/an
Crédits de trésorerie	896	2 324	1 188	-48,9%
Crédits à l'équipement	1 136	1 429	2 168	51,7%
Crédits à l'habitat	353	401	447	11,5%
Autres crédits	207	263	283	7,7%
Total encours sain	2 592	4 418	4 086	-7,5%
Créances douteuses brutes	586	508	473	-7,0%
Total encours brut	3 178	4 926	4 559	-7,4%



Compensation

Forte augmentation des opérations de compensation en valeur

	juil-12	juin-13	juil-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	5 536	4 328	4 464	27 664	3,1%	-19,4%
Compensation (en millions de CFP)	476	297	522	2 802	76,0%	9,6%



Incidents bancaires

Hausse des incidents bancaires

en nombre	août-12	juil-13	août-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	69	91	99	552	8,8%	43,5%
Retraits de cartes bancaires	0	2	0	16	-100,0%	-

Interdits bancaires

Augmentation du nombre de personnes morales en situation d'interdits bancaires

en nombre	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	422	358	360	0,6%	-14,7%
- dont personnes physiques	411	347	347	0,0%	-15,6%
- dont personnes morales	11	11	13	18,2%	18,2%

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	42	42	0,0%	10,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	11	16	19	18,8%	72,7%

	date	2012	2013	Δ/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	112,85	115,33	2,2%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	11	13	18,2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	août	466	620	33,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	août	20	80	293,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	5	15	200,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 012	2 094	4,1%
dont secteur privé	mars	788	853	8,2%
dont secteur public	mars	1 224	1 241	1,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	411	347	-15,6%
décision retrait cartes bancaires (nb)	août	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	août	69	99	43,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	août	1 010	1 232	22,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	août	568	612	7,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	août	213	225	5,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	2	15	650,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	août	3 827	4 347	13,6%
exportations	août	-	-	-
recettes douanières	août	1 055	1 126	6,7%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	août	744	828	11,3%
dont taxes intérieures de consommation	août	299	289	-3,5%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	août	3 129	5 446	74,0%
M1	août	5 288	7 582	43,4%
M2	août	5 780	8 044	39,2%
Dépôts à terme	août	985	312	-68,3%
M3	août	6 764	8 355	23,5%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	203	200	-1,2%
dont crédits à la consommation	juin	1 453	1 537	5,7%
dont crédits à l'habitat	juin	1 186	1 212	2,2%
dont crédits d'exploitation	juin	268	325	21,2%
Entreprises	juin	2 638	2 255	-14,5%
dont crédits d'investissement	juin	1 290	17	-98,7%
dont crédits d'investissement	juin	1 156	1 944	68,2%
Collectivités locales	juin	274	224	-18,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	52	70	34,5%
créances douteuses brutes	juin	508	473	-7,0%
taux de créances douteuses	juin	10,3%	10,4%	0,1 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	3 071	3 066	-0,1%
dont assurances-vie	juin	976	964	-1,2%
Sociétés	juin	1 665	1 535	-7,8%
Autres agents	juin	3 719	3 837	3,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

6 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	3,25%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/08/2013	31/07/2013	Var. M-1
EOIA	0,1070%	0,1430%	- 0,036 pt
EURBOR1 mois	0,1290%	0,1310%	- 0,002 pt
EURBOR3 mois	0,2240%	0,2280%	- 0,004 pt
EURBOR6 mois	0,3430%	0,3410%	+ 0,002 pt
EURBOR12 mois	0,5450%	0,5360%	+ 0,009 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/08/2013	31/07/2013	Var. M-1
TEMFE	0,0832%	0,0931%	- 0,010 pt
EURBOR1 mois	0,1280%	0,1250%	+ 0,003 pt
EURBOR3 mois	0,2260%	0,2210%	+ 0,005 pt
EURBOR6 mois	0,3420%	0,3350%	+ 0,007 pt
EURBOR12 mois	0,5430%	0,5250%	+ 0,018 pt
TMO	2,6300%	2,5100%	+ 0,120 pt
TME	2,4300%	2,3100%	+ 0,120 pt
TBOSP	2,7500%	2,5300%	+ 0,220 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EOIA: Euro OverNight Index Average
 TEMFE: moyenne mensuelle de l'EOIA
 EURBOR EUR: InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques
 (source: CDO)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDO)
 TBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013
taux JJ	0,150%	0,180%	0,175%	0,081%	0,081%	0,093%	0,460%	0,505%	0,495%
3 mois	0,300%	0,310%	0,320%	0,154%	0,157%	0,156%	0,530%	0,550%	0,560%
10 ans emprunts phares	2,780%	2,690%	2,540%	0,730%	0,800%	0,850%	2,780%	2,380%	2,450%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts-relais	5,44%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,09%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,77%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,05%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XFF/ EUR : 1000 XFF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XFF	90,1638	1 NZD/XFF	70,0263	1 HKD/XFF	11,6277	1 GBP/XFF	139,7409	
100 JPY/XFF	91,7866	1 AUD/XFF	80,5207	1 SGD/XFF	70,7486	100 VUV/XFF	90,2715	1 FJD/XFF	47,3107

7 - Les taux

Agence Wallis-et-Futuna

